

3. Le Conseil fédéral est-il prêt à préserver des places de travail menacées en passant des commandes plus tôt que prévu ainsi que, pour le cas où le degré d'occupation baisserait notablement, à préparer des programmes de création d'emplois et d'investissement, comprenant notamment les gros investissements qui sont nécessaires dans le domaine de la protection de l'environnement et dans celui de l'énergie?

4. Est-il disposé à prendre en faveur des personnes touchées par le chômage des mesures exceptionnelles visant à prolonger la durée d'indemnisation pour les personnes qui ont déjà épuisé leur droit aux prestations?

5. Est-il prêt à œuvrer, dans les limites de sa compétence, à l'instauration d'une réduction générale de la durée du travail ainsi qu'à l'aménagement d'horaires de travail individuels plus souples pour permettre, en cas de chômage, de mieux répartir le travail entre les personnes désireuses de travailler?

6. Compte tenu de la situation économique qui se dégrade et de ses répercussions sur certaines régions, le Conseil fédéral est-il prêt à reconsidérer, sous l'angle des conséquences qu'elles peuvent avoir sur l'emploi et sur l'équilibre régional, les mesures prévues au titre de la nouvelle répartition des tâches (désimbrication) et du rééquilibrage du budget (programme d'économies)?

Sprecher – Porte-parole: Uchtenhagen

82.494

Interpellation der Schweizerischen Volkspartei – Wirtschaftslage

Interpellation de l'Union démocratique du Centre – Situation économique

Wortlaut der Interpellation vom 21. September 1982

Die wirtschaftliche Lage der Schweiz hat sich in den letzten Monaten spürbar verschlechtert. Diese Entwicklung kommt in der Zunahme der Kurzarbeit, in vermehrten Entlassungen und in Betriebsschliessungen zum Ausdruck. Ein Wiederaufschwung ist angesichts der weltweiten Konjunkturschwäche und der verschlechterten finanziellen Situation zahlreicher Länder vorläufig nicht zu erwarten. Obwohl es sich in erster Linie um eine weltweite Absatz- und zum Teil – wie etwa in der Uhrenindustrie – auch um eine Strukturkrise handelt, die nicht vom Staat und seinen Regierungen, sondern nur von der Wirtschaft selbst, allerdings in einem für sie günstigen Umfeld, verbessert und gemeistert werden kann, bitten wir den Bundesrat um die Beantwortung folgender Fragen:

A. 1. Wie beurteilt der Bundesrat, weltweit und in der Schweiz, die heutige und künftige wirtschaftliche Lage?

2. Welche Gefahren drohen unserem Land angesichts der enormen Schuldenentwicklung und der möglichen Zahlungsunfähigkeit einer Reihe von Ländern, namentlich des Ostblocks und Lateinamerikas?

B. 1. Welche Massnahmen sind nach Auffassung des Bundesrates in dieser schwierigen Situation auf dem Gebiet der Aussenwirtschaft zu treffen?

2. Ist der Bundesrat bereit, angesichts der enormen Bedeutung des Wechselkurses für Export, für die Zulieferer der Exportindustrie, für Handel, Tourismus und Landwirtschaft, auf die Einhaltung einer konsequenten Wechselkurspolitik zur Erhaltung der Währungsstabilität hinzuwirken? Ist er dabei bereit, im Hinblick auf die Sicherung der Arbeitsplätze namentlich auf die in der Schweiz produzierenden und exportierenden Unternehmungen Rücksicht zu nehmen?

3. Gegenüber zahlreichen Staaten ist die schweizerische Industrie in bezug auf die Exportrisikogarantie ins Hintertreffen geraten, da diese Länder wesentlich höhere Risiken direkt oder indirekt übernehmen. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass die Exportrisikogarantie verbessert und erweitert werden sollte?

4. Ist dem Bundesrat bekannt, dass verschiedene Länder direkte oder indirekte Exportsubventionen gewähren? Was sieht der Bundesrat für Möglichkeiten, um diese Wettbewerbsverzerrung zum Nachteil unserer Wirtschaft zu mildern?

5. Angezeigt ist eine massvolle Steuerpolitik, die der verschlechterten Gewinnsituation der Unternehmen Rechnung trägt und damit ein günstiges Investitionsklima schafft. Was für Möglichkeiten sieht der Bundesrat, um in diesem Sinne tätig zu werden?

C. 1. Hält der Bundesrat dafür, dass neben dem Impulsprogramm II noch weitere investitionsfördernde Massnahmen wie die rasche Freigabe von Mischkrediten und landwirtschaftlichen Investitionskrediten getroffen werden sollten? Inwiefern könnten notwendige Bundesaufträge (Armee, SBB, PTT) vorgezogen werden?

2. Ist der Bundesrat angesichts der Tatsache, dass Tausende von Arbeitnehmern in der Privatwirtschaft um ihren Arbeitsplatz bangen, bereit, auf den unverständlichen Entscheid der Arbeitszeitverkürzung für das Bundespersonal zurückzukommen?

3. Welche weiteren Möglichkeiten sieht der Bundesrat, die erwähnten sowie allenfalls weitere Rahmenbedingungen in der Weise zu verbessern, dass die Wettbewerbsfähigkeit unserer Wirtschaft gestärkt wird und damit Arbeitsplätze erhalten werden können?

4. Erachtet der Bundesrat ergänzende Massnahmen von seiten der Kantone und Gemeinden (Beratung, Umschulung, Weiterbildung, Vermittlung) als angezeigt?

Texte de l'interpellation du 21 septembre 1982

La situation économique de la Suisse s'est sensiblement aggravée au cours de ces derniers mois. Cette évolution se traduit par un accroissement du chômage partiel et des licenciements ainsi que par des fermetures d'entreprises. Pour le moment, on ne peut espérer une reprise car la conjoncture économique est défavorable au niveau mondial et la situation financière de nombreux pays se détériore. Il s'agit essentiellement d'une crise touchant la vente à l'échelon international, à laquelle s'ajoutent parfois – comme c'est le cas dans l'industrie horlogère – des problèmes de structures. Ces difficultés ne peuvent être surmontées par les pouvoirs publics et les gouvernements, mais uniquement par l'économie elle-même, dans la mesure toutefois où elle trouvera pour ce faire des conditions qui lui soient favorables. C'est pourquoi nous demandons au Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

A. 1. Quel est son avis sur la situation économique actuelle et sur son évolution, dans le monde et en Suisse?

2. Quels dangers menacent notre pays du fait de l'énorme accroissement de l'endettement et de l'insolvabilité probable d'un bon nombre de pays, notamment d'Europe de l'Est et d'Amérique latine?

B. 1. A ses yeux, quelles mesures convient-il de prendre dans le domaine de l'économie extérieure, au vu de la gravité de la situation?

2. Compte tenu de l'importance énorme que revêt le cours du change pour l'exportation, pour les sous-traitants de l'industrie d'exportation, pour le commerce, le tourisme et l'agriculture, le gouvernement est-il disposé à user de son influence pour que l'on suive une politique logique en matière de cours du change, en vue de maintenir la stabilité de notre monnaie? Ce faisant, est-il prêt, afin de préserver l'emploi, à tenir particulièrement compte des entreprises productrices et exportatrices établies en Suisse?

3. Par rapport à l'industrie de nombreux pays, la nôtre est défavorisée en ce qui concerne la garantie contre les ris-

ques à l'exportation car ces pays assurent directement ou indirectement une couverture nettement supérieure des risques. Le Conseil fédéral n'estime-t-il pas qu'il convient d'améliorer et d'étendre la garantie contre les risques à l'exportation?

4. Est-il informé du fait que divers pays accordent directement ou indirectement des subventions à l'exportation? Quels moyens pourrait-on mettre en œuvre pour atténuer cette distorsion de la concurrence qui défavorise notre économie?

5. Il est indiqué de suivre une politique fiscale raisonnable qui, tenant compte de la diminution des bénéfices des entreprises, créerait un climat favorable aux investissements. Quelles mesures le Conseil fédéral envisage-t-il de prendre dans ce sens?

C. 1. Le Conseil fédéral estime-t-il qu'en plus du second programme d'impulsion, il conviendrait de prendre d'autres mesures propres à encourager les investissements, telles que le déblocage rapide de crédits mixtes et de crédits destinés à des investissements dans l'agriculture? Dans quelle mesure la Confédération pourrait-elle avancer la date de commandes indispensables qu'elle prévoit de passer (armée, CFF, PTT)?

2. Compte tenu du fait que des milliers de travailleurs dans l'économie privée tremblent pour leur emploi, le gouvernement est-il disposé à revenir sur la décision pour le moins surprenante qu'il a prise concernant la réduction de l'horaire de travail du personnel fédéral?

3. Quelles autres solutions permettraient à son avis d'améliorer les conditions générales mentionnées ou d'autres encore, de façon à renforcer la compétitivité de notre économie et, partant, à préserver l'emploi?

4. Le Conseil fédéral souhaite-t-il que les cantons et les communes prennent des mesures complémentaires (conseils, reconversion professionnelle, formation permanente, placement)?

Sprecher – Porte-parole: Nebiker

82.495

**Interpellation der unabhängigen und evangelischen Fraktion – Wirtschaftslage
Interpellation du groupe indépendant et évangélique – Situation économique**

Wortlaut der Interpellation vom 21. September 1982

Aus Anlass der wachsenden Rezessionsschwierigkeiten in unserem Lande stellen wir dem Bundesrat folgende Fragen:

1. Ist der Bundesrat bereit, auch auf der Einkommens- und Nachfrageseite kurzfristig wirksame Vorkehrungen zu treffen, um der wachsenden Arbeitslosigkeit und der Unterauslastung der Produktionskapazitäten entgegenzusteuern?

Ist er insbesondere bereit,

a. mittel- bis längerfristig vorgesehene oder budgetierte Ausgaben des Bundes und seiner Unternehmungen vor allem in den Bereichen Energie, Verkehr und Militär zeitlich zu raffen bzw. vorzuziehen?

b. Anreize zugunsten der privaten und vor allem der risikoreichen Investitionstätigkeit durch Investitionsprämien, Zinsvorschüsse, Haftungsvorschüsse und anderes mehr zu schaffen?

c. zur Erhaltung der internationalen Konkurrenzfähigkeit der schweizerischen Exportindustrie den Ausbau und die Nachfinanzierung der Exportrisikogarantie in die Wege zu leiten?

d. auf kaufkraftschmälernde und prozyklisch wirkende Abstriche im Sozial- und Einkommensbereich wo immer möglich zu verzichten?

e. die Gemeinwesen auf der Ebene der Kantone und Gemeinden mit allen verfügbaren politischen und rechtlichen Mitteln zu einem konjunkturgerechten Finanzgebaren anzuhalten?

2. Ist der Bundesrat bereit, bei seinen kurzfristigen Konjunkturförderungsmaßnahmen die Erfordernisse und Zielsetzungen einer langfristigen – auf die Schaffung optimaler Rahmenbedingungen ausgerichteten – Wirtschaftspolitik im Auge zu behalten? Ist er im Rahmen seiner langfristigen Wirtschaftspolitik insbesondere bereit,

a. dafür zu sorgen, dass das Geldmengenwachstum auch in Zukunft in erster Linie in den Dienst der Geldwertstabilität gestellt und zu diesem Zweck in der langen Frist verstetigt auf die realen Entwicklungsmöglichkeiten der Volkswirtschaft ausgerichtet wird?

b. die stabilitätspolitische Verantwortlichkeit in einer weiteren Zukunft von der monetären Behörde auf die öffentlichen Haushalte auszudehnen, insbesondere durch eine nach volks- und finanzwirtschaftlichen Grundsätzen verstetigte, langfristig angelegten Ausgaben-, Einnahmen- und Verschuldungspolitik?

c. im Interesse einer langfristig orientierten Förderung der internationalen Konkurrenzfähigkeit der schweizerischen Exportwirtschaft auf protektionistische und strukturerhaltende Praktiken zu verzichten und seine Bemühungen auf die Erhaltung stabiler Preise und Realwechsellkurse sowie auf eine weitere Aktivierung der Aussenhandelspolitik hinzuwirken?

d. auch weiterhin für möglichst optimale ökologische und soziale Rahmenbedingungen im Interesse der wirtschaftlichen Langfristentwicklung zu sorgen und zu diesem Zwecke jeglichen Abbau von ressourcen- bzw. umweltschonenden Regelungen sowie von sozialen Sicherheitsnetzen zu vermeiden?

Texte de l'interpellation du 21 septembre 1982

Les difficultés dues à la récession économique dans notre pays s'aggravant, nous invitons le Conseil fédéral à répondre aux questions suivantes:

1. Est-il prêt à prendre des mesures efficaces touchant également les revenus et la demande, afin de combattre à brève échéance le chômage croissant et l'exploitation insuffisante des capacités de production?

Est-il notamment disposé:

a. A faire à un rythme rapide certaines dépenses prévues ou inscrites à moyen ou à long terme au budget de la Confédération et des entreprises fédérales, notamment dans les domaines de l'énergie, des transports et de la défense, ou à engager ces dépenses avant le terme fixé?

b. A favoriser les investissements privés, notamment ceux qui comportent des risques, par des primes, l'avance des intérêts et de sommes déposées à titre de garantie, etc.?

c. A mettre en chantier l'aménagement de la garantie des risques à l'exportation et à assurer son financement, afin de sauvegarder la compétitivité de l'industrie suisse d'exportation?

d. A renoncer, autant que faire se peut, à arrêter, dans le domaine social et en matière de revenus, des restrictions qui diminuent le pouvoir d'achat et qui accentuent la récession?

e. A imposer aux autorités cantonales et communales, par tous les moyens politiques et juridiques disponibles, l'adaptation de leur politique financière à la conjoncture économique?

2. Est-il prêt à tenir compte, lorsqu'il arrête des mesures de redressement à court terme, des exigences et des objectifs d'une politique économique à longue échéance, visant à créer des conditions optimales? Est-il notamment disposé dans ce cadre,

Interpellation der Schweizerischen Volkspartei - Wirtschaftslage

Interpellation de l'Union démocratique du Centre - Situation économique

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1982
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	82.494
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	28.09.1982 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1165-1166
Page	
Pagina	
Ref. No	20 010 763

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.